

Rapport de la réunion du Groupe de travail Afrique de l'Initiative de l'UE pour l'Eau

4 septembre 2013 – Semaine mondiale de l'eau, Stockholm, Suède

Annexe I: Liste des participants (p.10)

Annexe II: Rapport sur les progrès du Groupe de travail Afrique (GTA),

Annexe III: Suivi du processus d'après 2015 des OMD et des ODD

Annexe IV: suivi des progrès du dialogue Nexus Eau-Alimentation-Énergie

Annexe V: le projet SITWA

Annexe VI: Les réseaux de centres d'excellence NEPAD pour l'eau

Annexe VII: Le centre de recherche conjoint de la Commission européenne

1. Bienvenue et ouverture

- Le président de la session, André Liebaert, Conseiller pour les politiques de l'eau à la Commission européenne, (DG DevCo) et co-président européen, a souhaité la bienvenue à tous les participants et accueilli M. Lotfi Ali Madi Farag du Ministère libyen de l'Agriculture, et des Ressources marines et animales, qui a été nommé co-président africain par intérim du Groupe de travail Afrique de l'IEE.

2. Rapport sur les progrès du GTA

- James Leten (coordinateur de l'équipe de soutien au [GTA de l'IEE](#)) a d'abord présenté le Groupe de travail Afrique, ses objectifs, ses membres, ses méthodes de travail et ses accomplissements.
- Les objectifs de travail pour 2013 sont d'encourager les contributions au processus de réforme du [Partenariat stratégique Afrique-UE](#) (JAES) et l'élaboration de financements prévisionnels dans le cadre des prochains programmes de financement pluriannuels de l'UE, afin de veiller à ce que les questions liées à l'eau soient prises en compte de façon exhaustive dans le prochain JAES ; de soutenir les conditions d'une participation de l'Afrique et de l'UE au processus post-OMD/ODD pour les questions liées à l'eau ; d'identifier les aspects prioritaires à mettre en œuvre en vertu du Partenariat stratégique Afrique-UE pour les questions liées à l'eau et à l'assainissement à partir de 2014 en soutien au programme africain pour l'eau et à un JAES réformé ; et de soutenir les processus de planification financière en mettant en place avec les institutions africaines de financement (notamment la Banque africaine de développement) et d'autres acteurs, un partenariat pour le renforcement des compétences.
- Dans le domaine de la coordination des actions entre les donateurs de l'UE et l'[AMCOW](#) mais aussi des donateurs européens entre eux et avec d'autres partenaires impliqués sur les questions liées à l'eau et à l'assainissement en Afrique, le GTA a fait en sorte de maintenir un dialogue actif avec un certain nombre d'organisations clés, notamment [Sanitation and Water for All](#) (Assainissement et Eau pour tous), AfricaSan, Global Water Partnership (Partenariat mondial de l'eau), la Conférence de Bonn 2011, l'[UNDP-Water Governance Facility](#) (instance du PNUD dédiée à la gouvernance de l'eau).

- Une étude consacrée au [financement de la gestion des eaux transfrontalières en Afrique](#) a été menée par le GTA pour l'AMCOW dans le but d'améliorer à terme l'efficacité de l'aide et les processus de division des tâches dans le domaine de la gestion des eaux transfrontalières mais aussi d'informer les bénéficiaires potentiels du niveau de soutien des donateurs et des priorités des politiques à l'heure actuelle. Cette étude s'est focalisée, entre autres, sur l'alignement des priorités régionales dans ce domaine.
- En 2013, le Groupe de travail Afrique a également contribué à renforcer le rôle de l'AMCOW dans les discussions sur les politiques de l'eau. En avril, le GTA a été à l'origine d'une [rencontre](#) entre le président de l'AMCOW Dr. Mohamed Bahaa El-Din, ministre égyptien des Ressources en eau et de l'Irrigation, et M. Andris Piebalgs, Commissaire européen au Développement, à Bruxelles.
- Pour favoriser les conditions d'une contribution conjointe de l'Afrique et de l'UE au processus post OMD/ODD sur les questions liées à l'eau, le GTA a co-organisé une journée de consultation sur la place de l'eau dans le programme de développement pour l'après-2015, le 29 janvier 2013 à Monrovia. Le « [Projet de déclaration de Monrovia sur l'eau à l'attention du Groupe de haut niveau](#) » a été présenté le lendemain par Bai Mass Taal, secrétaire exécutif de l'AMCOW, au Groupe de personnalités de haut niveau nommées par le Secrétaire général des Nations unies pour le conseiller sur le programme de développement pour l'après-2015 et qui se réunissait à Monrovia.
- Le Groupe de travail Afrique de l'Initiative de l'UE pour l'eau a également soutenu financièrement l'organisation d'une série de [consultations sur l'eau](#) de février à mai 2013 par le Partenariat mondial de l'eau dans huit pays africains. Cette consultation des parties prenantes nationales avait pour objectif de prendre en compte les besoins et les priorités des pays en ce qui concerne le programme de l'après-2015 pour l'eau et le développement durable. Le résultat de cette consultation a alimenté l'ensemble des autres processus parallèles actuellement en cours en vue de mettre en place un nouveau programme pour l'après-2015.
- Le GTA a favorisé la participation de représentants Africains aux diverses plateformes comme la Semaine mondiale de l'Eau et le Forum mondial de l'eau et a co-organisé la [Journée de l'Afrique](#) pendant la Semaine mondiale de l'Eau à Stockholm.
- J. Leten a fait un bref compte-rendu de la réunion du GTA au Caire, en juin 2013. Cette rencontre a été une réussite. Pas moins de 34 personnes y ont participé, la plupart originaires d'Afrique, et les discussions ont été très constructives.
- En réponse à une question de François Brikké (du Partenariat mondial de l'eau, Stockholm), A. Liebaert a confirmé la tendance à considérer de manière plus positive (par rapport aux opinions exprimées en 2012) la place de l'eau dans les deux processus (le processus de réforme du JAES et l'après-2015). Dans la planification actuelle des ressources de l'UE, la Commission européenne demande aux pays d'exprimer leurs propres priorités. Ce qu'a également confirmé le commissaire européen au Développement Andris Piebalgs lors de sa rencontre avec l'AMCOW. Jusqu'à présent, beaucoup de pays africains ont choisi d'accorder la priorité à l'alimentation et à l'agriculture dans leurs négociations avec l'UE, conformément au [Programme pour le changement](#) de l'UE. L'eau étant une ressource essentielle à la fois pour la production de nourriture et pour l'agriculture, elle doit être abordée comme telle dans beaucoup de pays africains qui ont accordé la priorité à la sécurité alimentaire dans leur planification, de même que dans la version réformée du Partenariat stratégique.

- M. Farag a ajouté que l'eau est en train de regagner en importance pour l'Union africaine et il a déclaré que l'AMCOW s'efforce activement de valoriser cette question.
- Lesha Witmer (Business & Professional Women International/coalition d'ONG Butterfly Effect) a regretté l'absence de représentants de la société civile africaine lors de la Semaine mondiale de l'eau. Il a été signalé que tous les efforts avaient été déployés pour faire venir à plusieurs réunions des représentants de l'[Africa Civil Society Network for Water](#) (ANEW – Réseau africain pour l'eau), partenaire de l'AMCOW, sans grand succès.

3. Nouvelles de l'AMCOW – suivi de la rencontre du Caire

- Dr. Salisu Abdulmumin (coordinateur de programme à l'AMCOW) a passé en revue les sept thèmes du [Plan de travail](#) de l'AMCOW (infrastructures de l'eau pour la croissance économique, gestion des ressources en eau (les eaux transfrontalières), réduction des écarts par rapport aux OMD en matière d'assainissement, d'hygiène et d'accès à l'eau, changements dans le monde et gestion des risques : variabilité et changements climatiques, gouvernance et gestion, financements et éducation, développement des savoirs et des compétences). Il a souligné que cette année, le thème de la Journée de l'Afrique pendant la Semaine mondiale de l'Eau était les eaux transfrontalières. Il a également mentionné l'instrument de suivi et d'évaluation qui se met en place.
- Un processus de révision est en cours pour préparer l'assemblée générale de l'AMCOW qui se tiendra à Dakar, Sénégal, en mai 2014.

4. Le processus des OMD/ODD pour l'après-2015

- Joakim Harlin (Conseiller principal au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) chargé des ressources en eau et coordinateur du Groupe de travail des Nations unies sur l'eau pour les questions de coordination entre les pays) a présenté une vue d'ensemble des axes de travail, de la coordination et des avancées du « Programme de développement pour l'après-2015 »¹ en mettant particulièrement l'accent sur les questions liées à l'eau.
- J. Harlin a souligné la contribution de l'Afrique à la consultation de Monrovia sur la thématique de l'eau, co-organisée par l'IEE. Ces efforts ont conduit l'Afrique à demander à ce que soit adopté un objectif spécifique pour l'eau dans le Programme de développement pour l'après-2015, sous l'intitulé « un monde où tous ont accès à l'eau » à l'horizon 2030.
- Un [Groupe de haut niveau composé de personnalités éminentes](#) a été nommé par le Secrétaire général des Nations unies pour le conseiller sur le processus de l'après-2015. Dans son [rapport](#), le Groupe de haut niveau a mis en avant douze objectifs qui cherchent à combiner le programme de lutte contre la pauvreté et le développement durable. L'accès universel à l'eau et à l'assainissement est le sixième objectif sur cette

1 . Le processus mené par les Nations unies pour définir le futur cadre pour le développement mondial succèdera aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), un ensemble de huit buts à atteindre pour le développement mondial, qui arriveront à leur terme en 2015.

liste. Cependant, l'eau n'est pas mentionnée en lien avec l'énergie, l'alimentation et les ressources naturelles.

- J. Harlin a fait état des consultations thématiques dans le milieu universitaire, des médias, le secteur privé, auprès d'employeurs et de syndicats, de la société civile et des preneurs de décision. Le processus de consultation mondiale s'est organisé autour de 11 thématiques, y compris celle de l'eau. La consultation dans 8 pays d'Afrique, menée par le PNUD et le Partenariat mondial de l'eau (GWP) a été soutenue financièrement par le GTA de l'IEE. Le rapport a été cité dans les [Présentations thématiques](#) sur l'eau et l'assainissement soumises au [Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durables](#) – commandés en préparation à une proposition pour les ODD à soumettre à l'Assemblée – lors de sa [troisième session](#) (du 22 au 24 Mai 2013).
- Les discussions du Groupe de travail ouvert ont mis en évidence un large consensus en faveur d'un ODD dédié à l'eau, en résonance avec les conclusions des consultations nationales.
- L'étape suivante est le [Sommet mondial de l'eau de Budapest](#) en octobre 2013. Ce Sommet doit contribuer à l'élaboration des Objectifs de développement durable relatifs à l'eau et fournir une orientation concrète concernant les problèmes les plus urgents en lien avec l'eau (eau potable, assainissement, traitement des eaux usées, gestion intégrée de l'eau, coopération internationale pour l'eau, et technologies innovantes liées à l'eau) afin de définir les priorités des politiques de développement mondial de l'après-2015.
- Le document final devrait être prêt au début de l'année 2014. La phase de collecte des informations se terminera avec la 8^{ème} session du Groupe de travail ouvert. La phase de négociation commencera en mars 2014, lorsque les États membres entameront les pourparlers et s'empareront du processus.
- J. Harlin a répondu à A. Liebaert que les moyens d'influer sur le processus seront plus limités durant cette phase. Le but à ce stade sera d'alléger suffisamment le cadre des ODD pour parvenir à un accord sur un cadre universel également applicable au niveau national.
- De l'avis de M. Bai Mas Taal, secrétaire exécutif du Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW), l'eau est en concurrence avec sept autres secteurs, et celui qui bénéficiera du groupe de pression le plus puissant gagnera la partie. Selon lui, il s'agit d'un processus politique, il est donc important de cibler les autorités à ce niveau et d'ancrer solidement dans les esprits l'importance des questions d'eau et d'assainissement.
- En réponse à une question adressée par Oseloka Zikora à l'AMCOW, J. Harlin a admis que l'interdépendance avec les secteurs de l'alimentation et de l'énergie n'a pas été clairement mise en valeur dans le processus. Il a ajouté que le développement des infrastructures n'y figure pas non plus. En conclusion, il a souligné que beaucoup restait à faire au cours des négociations. Selon lui, en considérant les choses telles

qu'elles se présentent à ce stade, il est très difficile de prédire à quoi le processus va aboutir.

- Pour B. M. Taal, il ne faut pas oublier le lien entre l'eau et la réduction de la pauvreté.
- L'un des rôles du GTA pourrait être de transmettre le message et de veiller à ce que les États membres contribuent aux mêmes objectifs à New York.
- A. Liebaert a clôturé la séance en réitérant la position de l'UE et en insistant sur la contribution de l'eau dans les secteurs de l'énergie et de l'alimentation.

5. Les politiques européennes liées à l'eau, le Partenariat stratégique Afrique-UE et ses implications pour l'IEE et le GTA

- **Avancées dans le processus JAES**
- A. Liebaert a résumé les avancées dans la réforme du [Partenariat stratégique Afrique-UE](#) adopté au Sommet UE-Afrique de Lisbonne en 2007. Il a souligné l'importance du JAES, principal cadre de la politique de dialogue et d'action de continent à continent sur une grande variété de questions, et qui devrait rester l'un des instruments essentiels pour les relations entre l'UE et l'Afrique. Le prochain sommet Afrique-UE qui doit se tenir à Bruxelles en avril 2014 sera une étape importante puisqu'il marquera la conclusion du processus de réforme. La phase de préparation du sommet de 2014, actuellement en cours, offre une occasion unique de porter la question de l'eau au rang des priorités du programme de partenariat Afrique-UE. Une prise en compte plus globale de la question de l'eau lors du prochain JAES, outre qu'elle améliorerait l'appui politique à cette question dans les relations Afrique-UE, aurait certainement des implications pour le soutien financier à venir en faveur du programme africain pour l'eau.
- A. Liebaert a récapitulé les événements de ces derniers mois, en commençant par la [6ème réunion de collège à collège entre la Commission de l'UA et la Commission européenne](#) à Addis-Abeba. La question de l'eau n'a pas été clairement soulevée dans la [déclaration commune](#) de cette rencontre.
- Un processus spécifique est en cours sur la mise en œuvre de programmes d'infrastructures plus particulièrement liés au [PDIA](#) (Programme de développement des infrastructures en Afrique), une initiative menée par la Commission de l'Union africaine (CUA), le Secrétariat du NEPAD et la Banque africaine de développement (BAD). Bien que l'eau soit l'un des quatre secteurs couverts par le projet, avec l'énergie, les transports et les technologies de l'information et de la communication (TIC), la question de l'eau est souvent éludée dans ce contexte. La [rencontre du Groupe de référence UE/UA en matière d'infrastructures](#) en juin 2013, où le GTA était représenté par ses deux co-présidents (UE et Égypte) a comporté une discussion sur les eaux transfrontalières et l'eau pour la croissance, avec une présentation de l'actuel soutien institutionnel de l'UE à la gestion des eaux transfrontalières en Afrique, une composante du plan d'action en cours en matière d'infrastructures dans le JAES. L'eau a été reconnue comme partie intégrante du programme pour les

infrastructures et l'un des engagements pris dans ce cadre a été la clarification et le renforcement du cadre institutionnel.

- A. Liebaert a demandé des efforts aux membres africains pour que soit mieux reconnue l'importance de l'eau dans la nouvelle stratégie UE/Afrique. Du côté de l'UE, l'eau représente, avec beaucoup d'autres secteurs, une dimension importante. Comme l'a souligné le commissaire européen au Développement Andris Piebalgs, il s'agit maintenant pour le côté africain d'exprimer ses priorités. En outre, concernant la planification au niveau national de la coopération européenne, la CE se tient prête à répondre aux pays qui ont placé l'eau parmi leurs centres d'intérêt majeurs. Le dialogue sur le cadre du Partenariat stratégique ne sera pas organisé autour de questions sectorielles spécifiques. Ce qui signifie que les négociations sont menées par des généralistes mandatés à cet effet par leurs circonscriptions. Il est donc crucial que les délégués chargés de la question de l'eau du côté africain s'engagent avec la CUA pour influencer sur le processus préparatoire au sommet.
- A. Liebaert a indiqué qu'une évolution récente au niveau des politiques du Conseil de l'Union européenne a attiré un regain d'attention sur la question de la gestion des eaux transfrontalières. En juillet 2013 le Conseil des Affaires étrangères a émis des ['Conclusions sur la diplomatie de l'eau de l'UE'](#).
- Le secteur des affaires a un rôle clé à jouer en relevant le défi du Nexus. Le sommet de Budapest du 8 au 11 octobre et le « Forum des chefs d'entreprises » qui se tient en parallèle sont d'excellentes occasions pour le GTA d'échanger avec le milieu des affaires. L'AMCOW sera présent à cette rencontre et l'IEE souhaiterait profiter de l'occasion pour présenter son action aux acteurs du monde de l'entreprise.
- A. Liebaert pouvait aussi informer les participants que Thomas Zipper de l'Austrian Development Cooperation (Coopération autrichienne au développement) a été chargé d'élaborer des propositions pour l'avenir du Groupe de travail Afrique de l'Initiative de l'UE pour l'eau, dans le cadre du Mécanisme d'appui au JAES.
- O. Zikora de l'AMCOW a signalé que l'AMCOW avait pris toutes les mesures nécessaires à la suite de la rencontre avec le commissaire européen d'avril 2013 pour informer les gouvernements nationaux africains de l'importance d'élever la question de l'eau au rang des priorités dans leurs négociations avec l'UE.

Contribution potentielle aux activités futures dans le cadre du Partenariat Afrique-UE, centrée sur l'approche Nexus Eau-Alimentation-Énergie

- **Avancées dans le dialogue Nexus Eau-Alimentation-Énergie**
- Pierre Guillibert, de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Agence allemande pour la coopération internationale) ([GIZ](#)), a commencé sa présentation par une définition de l'approche Nexus, qui met l'accent sur l'interdépendance entre l'eau, l'énergie et l'alimentation, par une identification des défis et des opportunités. L'approche Nexus met en évidence les liens inextricables entre ces trois ressources, dans l'espace et le temps. Ce constat est nécessaire alors que toutes les trois sont traditionnellement prises en compte séparément à tous les

niveaux, que ce soit dans l'élaboration des politiques, leur planification, leur conception et leur mise en œuvre.

- La [Perspective de Bonn pour Rio+20, en 2011](#) organisée par le gouvernement allemand en vue de la [Conférence des Nations unies sur le développement durable \(CNUDD\)](#) a donné naissance à l'[approche Nexus de Bonn 2011](#), qui insiste sur les principes directeurs que sont : investir dans le soutien des services des écosystèmes ; créer plus avec moins ; accélérer l'accès, intégrer les plus pauvres.
- Dans le cadre de l'élaboration de ces nouvelles politiques, la GIZ a soutenu l'organisation d'un [Dialogue africain de haut niveau sur le Nexus Eau-Alimentation-Énergie](#) à Nairobi, Kenya, le 29 novembre 2012.
- Pour faire suite à cette initiative, la GIZ soutiendra l'organisation du [6ème Dialogue sur l'eau des parties prenantes de la SADC \(Southern African Development Community\)](#) les 1^{er} et 2 octobre 2013 à Lusaka, Zambie, sur le thème: « *Le développement de l'irrigation dans la SADC : Explorer le nexus eau, énergie et alimentation* ».
- En mai 2013, un séminaire a été organisé à Nairobi par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) / Association internationale de l'eau (IWA) sur le [Dialogue nexus – Solutions pour les infrastructures de l'eau](#), le premier d'une série de trois séminaires d'« ancrage » régionaux (pour l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie). Les participants étaient issus de toute l'Afrique et des secteurs de l'eau, de l'énergie et de l'alimentation. Le séminaire du Dialogue Nexus a été l'occasion d'identifier les problèmes et les solutions pour parvenir à la sécurité en eau, en énergie et alimentaire à la fois entre les bassins fluviaux africains et au sein de ceux-ci. L'objectif de ce séminaire était d'identifier les diverses options envisageables afin de tirer le meilleur parti des solutions croisées entre les secteurs de l'eau, de l'énergie et de l'alimentation. Les participants à ce séminaire ont été encouragés à identifier les obstacles à la mobilisation des solutions identifiées comme prioritaires et la manière de surmonter ces obstacles.
- En réponse à une question d'Amanda Duff (DFID) sur le niveau le mieux adapté à l'échelle nationale pour prendre en main la réflexion et les réalisations pratiques relatives au nexus eau, énergie et alimentation, P. Guilibert a indiqué qu'il existait plusieurs possibilités. Dans des pays comme la République d'Égypte, la direction est prise au plus haut niveau à des fins de coordination. Dans d'autres cas, c'est du cœur même du secteur concerné qu'est dirigé le processus, c'est-à-dire au sein des Ministères compétents pour prendre en compte les externalités. A. Liebaert a ajouté que le travail au niveau régional et sur la gestion des eaux transfrontalières devraient nous guider vers l'avenir de cette approche.
- Répondant à L. Witmer, qui avait réagi à sa remarque à propos du séminaire de Nairobi selon laquelle le secteur de l'eau ne disposait ni du mandat ni de la capacité pour prendre en charge l'approche Nexus dans son ensemble, P. Guilibert a précisé que, même si, dans les faits, c'est à la communauté des professionnels du secteur de l'eau qu'incombe le plus souvent le pilotage des initiatives Nexus, l'approche ne doit pas être uniquement centrée sur l'eau. Il a souligné que la communauté des

spécialistes de l'eau devait sortir de son cadre strictement limité à l'eau, réunir tous les secteurs autour de la table et les sensibiliser. Faute de quoi, l'approche Nexus risquerait d'être perçue comme une simple « gestion intégrée des ressources en eaux » sous un autre nom.

- Suite à une question posée par J. Leten, P. Guillibert a partagé son analyse du statut actuel de l'approche Nexus en dehors du secteur de l'eau. Selon lui, les approches fondées sur le Nexus ne sont pas une priorité pour le secteur de l'énergie. Le représentant de l'AMCOW a confirmé ce point de vue. Cependant, parmi les exemples de bonnes pratiques dans ce secteur, il a cité l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (International Renewable Energy Agency, [IRENA](#)²), qui a inscrit l'approche Nexus dans sa planification de travail, et l'initiative Énergie durable pour tous (Sustainable Energy for All) qui développe un programme sur l'approche Nexus dont l'impact est notable. Mais aussi l'Agence internationale de l'énergie atomique ([AIEA](#)) qui a développé un [programme pour l'eau](#).
- Pour conclure, L. Farag a renvoyé à la Déclaration finale du Sommet de Syrte sur l'eau et l'agriculture en 2004.
- **Le projet SITWA financé par l'UE**
- Innocent Kabenga, directeur du projet SITWA (Renforcement des institutions de gestion des eaux transfrontalières en Afrique) a présenté le projet à l'assemblée. Suite à l'adoption de la Vision africaine de l'eau 2025, l'Union africaine a appelé en 2000 à la création d'une « Fédération africaine des organisations des bassins fluviaux et lacustres », afin de développer et d'adopter une approche commune pour la gestion des eaux transfrontalières. En réponse à cet appel, l'AMCOW a mis en place en 2006 le « Comité Tekateka » qui a recommandé que le Réseau africain des organismes de bassin ([RAOB](#)), qui existe déjà depuis 2002, constitue la plateforme commune pour ce type de travail. La nécessité de consolider le RAOB a également été reconnue, de manière à refléter le renforcement de l'orientation africaine. Dans ce contexte, la Commission européenne a décidé de soutenir un projet visant à renforcer la coopération régionale et continentale pour une gestion durable des ressources transfrontalières en eau de l'Afrique, par une consolidation programmatique et institutionnelle du RAOB.
- Le [Projet SITWA](#) est mis en œuvre par le Partenariat mondial de l'eau (GWP – Global Water Partnership) en collaboration avec le Secrétariat technique du RAOB. Un comité de pilotage conjoint [GWP/RAOB](#) (CPP) a été mis en place pour conduire le projet et une équipe de direction du projet se constitue au Secrétariat technique du RAOB, actuellement sous l'égide de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal - [OMVS](#).

- L'objectif général du SITWA est de renforcer la coopération régionale aux niveaux politique, économique et des parties prenantes, pour une gestion durable des ressources transfrontalières en eau en Afrique.
 - I. Kabenga a notamment souligné le rôle du projet SITWA et du RAOB dans l'optimisation des questions inter-sectorielles eau, énergie et alimentation en Afrique.
 - Tracy Sithabile Molefi, présidente du RAOB, a insisté sur le potentiel de ce réseau comme partenaire solide pour les activités futures en Afrique du fait qu'il travaille à de multiples niveaux des organisations de bassins fluviaux.
-
- **Les réseaux NEPAD de Centres d'excellence pour l'eau soutenus par le JRC de la Commission européenne**
 - Nico Elema des [Réseaux NEPAD de Centres d'excellence pour l'eau](#) a présenté les Centres d'excellence en expliquant aux participants que les sciences et technologies de l'eau constituent l'un des programmes phares du NEPAD (New Partnership for Africa's Development – Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique). Le réseau de Centres d'excellence en sciences et innovations techniques dérivées a été conçu pour renforcer les capacités du continent à maîtriser et à appliquer les sciences et technologies pour faire face aux défis d'assurer un accès approprié à une eau de qualité et de gérer les ressources en eau du continent.
 - Les objectifs des Centres d'excellence sont 1) de promouvoir l'adoption de politiques fondées sur des connaissances scientifiques et techniques et 2) de renforcer les capacités dans le secteur de l'eau.
 - À ce jour, 8 Centres ont été établis dans le sud de l'Afrique tandis que le réseau des Centres d'excellence d'Afrique de l'Ouest compte cinq membres. La valeur ajoutée des Centres d'excellence est qu'ils impliquent directement les décideurs africains dans leurs activités et qu'ils sont institutionnalisés dans le NEPAD (qui est intégré à la Commission de l'Union africaine) au sein de l'AMCOW, qu'ils sont reliés aux Commissions économiques régionales, et que leur durée d'existence est en principe liée au mandat du NEPAD.
 - N. Elema a indiqué que le Réseau envisage de nouer des partenariats avec de nouvelles entités, dont le RAOB, et d'accroître son extension géographique et thématique.
 - Suite à une question posée par L. Farag, co-président africain du GTA, N. Elema a également souligné que le Réseau envisage d'établir des liens avec le Réseau des centres pour l'eau du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ([MENA WCN](#)) qui est soutenu par l'USAID.
 - Cesar Carmona Moreno a expliqué que le [Joint Research Center](#) (Centre commun de recherche) de la CE est le service interne de la Commission européenne pour les sciences. Sa mission est d'apporter aux politiques de l'Union européenne un soutien scientifique et technique indépendant et s'appuyant sur des données scientifiques tout au long du processus de ces politiques. Le JRC contribue entre autres à constituer

la base d'éléments factuels du Nexus eau-agriculture-énergie-écosystèmes. Il s'efforce de tirer parti de l'expertise locale pour développer des solutions adaptées.

- La Commission européenne soutient les Réseaux NEPAD de Centres d'excellence pour l'eau.
- Le Centre commun de recherche a aussi développé un système de gestion des connaissances en ligne pour la coopération technique et scientifique dans le secteur de l'eau ([AquaKnow](#)). Aquaknow est un espace de travail et un référentiel collaboratif dédié aux questions liées à l'eau et à l'assainissement dans le monde en développement, qui fournit comme outil aux utilisateurs un Système d'information géographique (SIG) pour partager et visualiser les données géographiques.
- En octobre 2012, le JRC a aussi organisé une conférence sur les échanges d'expériences en matière de gestion des ressources en eau entre l'Europe, la Chine, l'Afrique, et l'Amérique latine.
- **Discussion ouverte sur l'orientation pour les activités futures sous l'égide du JAES**
- A. Liebaert a souligné que le dialogue Nexus Eau-Alimentation-Énergie, la coopération transfrontalière et les Centres d'excellence NEPAD constituent des axes de travail potentiellement fructueux pour le GTA au moment où celui-ci redéfinit son rôle, ses objectifs et ses responsabilités pour l'après 2014.
- **Récapitulation et clôture**
- Les présidents de la session, André Liebaert et Lotfi Ali Madi Farag, ont remercié tous les participants pour leur attention et la qualité de leurs contributions.

Rapport de la réunion du Groupe de travail Afrique de l'Initiative de l'UE pour l'Eau

4 septembre 2013 – Semaine mondiale de l'eau, Stockholm, Suède

ANNEXE 1: Liste des participants

- 1 - Ms Cassilde BRENIERE
Agence française de Développement, Division de l'Eau et de l'Assainissement - France
- 2 - M. Bai Mas TAAL
Secrétariat de l'AMCOW, - Nigéria
- 3 - M. Oseloka ZIKORA
Secrétariat de l'AMCOW - Nigéria
- 4 - Dr Salisu ABDULMUMIN
Secrétariat de l'AMCOW - Nigéria
- 5 - Ms Laila OUALKACHA
Secrétariat de l'AMCOW - Nigéria
- 6 - M. Keba BA
Banque africaine de développement - Tunisie
- 7 - Ms Leveke NEUMANN
Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, BMZ) - République fédérale allemande
- 8 - M. Stefan REUTER
Bremen Overseas Research and Development, République fédérale allemande
- 9 - Ms Lesha WITMER
Business & Professional Women International / coalition d'ONG Butterfly
- 10 - M. Andrea LEONE
Commission européenne – Centre commun de recherche (JRC)
- 11 - M. César CARMONA
Commission européenne – Centre commun de recherche (JRC)
- 12 - Ms Kristel MALEGUE
Coalition Eau - France
- 13 - M. André LIEBAERT
Commission européenne, Direction générale Développement et Coopération - EuropeAid /Co-président européen du GTA de l'IEE- Belgique
- 14 - M. Michael PLATZER
Commission européenne, Direction générale Développement et Coopération -EuropeAid - Belgique
- 15 - M. Thomas ZIPPER
Coopération autrichienne au Développement - Autriche
- 16 - M. Flemming Winther OHLSEN
Agence danoise de Développement international (DANIDA) - Danemark
- 17 - M. Hans HESSEL-ANDERSSEN
Agence danoise de Développement international (DANIDA) - Danemark
- 18 - M. Bello TUNAU
Département d'approvisionnement en eau, Ministère des ressources en eau/ Représentant du Comité Consultatif technique de l'AMCOW pour l'Afrique de l'Ouest - Nigéria
- 19 - Ms Amanda DUFF
Département du Développement International (DFID) - Grand Bretagne
- 21 - M. Thilo PANZERBRETER

- German Toilet Organisation/German WASH Network - République fédérale allemande*
- 22 - M. Pierre GUILLIBERT
Agence allemande pour la coopération internationale (GIZ) République fédérale allemande
- 23 - Ms Kirsten SCHMECKTA
Agence allemande pour la coopération internationale (GIZ) – République fédérale allemande
- 24 - M. James LETEN
Groupe de Travail Afrique de l'IEE / SIWI – Suède
- 25 - Ms Hélène Le DEUNFF
Groupe de Travail Afrique de l'IEE / SIWI – Suède
- 26 - M. François BRIKKE
Partenariat mondial de l'eau (GWP) - Suède
- 27 - M. Andy BULLOCK
HTSPE, CE Contractant-cadre
- 28 - M. Chris TYDEMAN
IBF - Consultant
- 29 - M. François Xavier NDEKEZI
Initiative pour le bassin du Nil / NELSAP - Rwanda
- 30 - M. Lotfi Ali Madi FARAG
Ministère libyen de l'Agriculture et des Ressources marines et animales / Comité Consultatif technique de l'AMCOW/ Co- président africain du GTA de l'IEE - Libye
- 31 - M. Joakim HARLIN
Programme des Nations Unies pour le Développement – ONU Eau
- 32 - Ms Tracy MOLEFI
RAOB/Département des Affaires de l'Eau - Botswana
- 33 - M. Innocent KABENGA
RAOB/GWP-SITWA - Sénégal
- 34 - M. Nico ELEMA
Réseaux NEPAD des Centres d'excellence pour l'eau – Afrique du Sud
- 35 - M. Halidu YUSUF
Sokoto Rima River Development Authority, Nigéria
- 36 - M.H. TIMANY
Commission de l'Union africaine - Ethiopie
- 37 - M. Thevor BALZER
Ministère de l'Eau - Afrique du Sud
- 38 - Ms. Lindiwe LUSENGA
Ministère de l'Eau - Afrique du Sud
- 39 - M. Adam GARLEY
WaterAid - Suède